

Monsieur le Président,

Monsieur le Directeur Général,

Messieurs et Mesdames les Ministres,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Mes premiers mots sont des mots de gratitude que je veux dédier au pays qui nous reçoit si amicalement. Laissez-moi, Monsieur le Président, au nom du Vice-premier Ministre et Ministres des Affaires étrangères et du Commerce extérieur Didier Reynders, saluer la générosité avec laquelle l'Indonésie nous accueille. Puisse cette générosité rejaillir sur cette assemblée et l'amener à converger sur un accord dont nous avons tous si grandement besoin.

Laissez-moi d'emblée également rendre hommage au travail remarquable de notre Directeur Général, Roberto Azevedo. Ce qu'il a accompli depuis sa récente prise de fonction est impressionnant. Qu'il en soit remercié. Nous pouvons nous féliciter de son appui expert.

Pour juger où nous en sommes dans les négociations, il faut se rendre compte d'où nous venons. En 2001 nous lançons un Doha Development Agenda qui se voulait un saut quantitatif et qualitatif dans les opportunités pour le commerce, avec en vue, très particulièrement, une meilleure intégration des pays en voie de développement dans les échanges économiques internationaux.

L'objectif global nous a échappé jusqu'à ce jour mais nous continuons à y croire. Nous y tenons toujours. Et ce que nous entreprenons ici aujourd'hui demeure entièrement consacré à cet objectif. Le « paquet de Bali » est un pas en

apparence modeste, certes, mais un pas nécessaire et utile pour relancer la machine à négocier de l'OMC.

Il comprend tous les messages concrets et essentiels en direction du développement, en particulier des pays les plus pauvres. Le mécanisme de monitoring, la simplification des règles d'origine, le « waiver » services, l'accès aux marchés des pays développés sans tarifs et sans quotas, le signal donné sur le coton, ce sont tous des signaux qui témoignent de la priorité que nous avons décidé de nous donner.

En matière agricole, il en va de même. Il y a ceux qui estiment devoir avoir franc jeu pour soutenir l'agriculture et il y a ceux qui craignent les distorsions au commerce qui peuvent s'en ensuivre. Le compromis sur la table fait la part de choses de façon équilibrée entre ouverture au dialogue et préservation d'un minimum de disciplines si chèrement acquises. Il s'agit d'un débat qui est aussi vieux que le GATT et maintenant l'OMC. Il découle de visions différentes sur la façon d'atteindre la sécurité alimentaire. Il ne se règlera pas par l'imposition de vues unilatérales sur la question.

J'en viens à la facilitation des échanges. Là nous avons une fois encore partie commune. Il nous faut répondre aux besoins contemporains du commerce international. De fait, les échanges internationaux sont devenus un ingrédient indispensable de la production- où que ce soit - de biens et services qui trouvent leur chemin sur tous nos marchés. Les exigences en termes de temps, de flexibilité, d'efficacité et d'exactitude impliquent que les procédures à la frontière soient le plus fluides possible. Il s'agit de progresser encore dans l'intégration économique internationale qui, l'expérience le prouve, génère de la prospérité pour ceux qui veulent en être et y participer. Et ce n'est pas par

hasard si ici aussi la priorité est accordée aux besoins des pays en voie de développement qui souhaitent développer leurs capacités. Le signal est clair : il s'agit d'une entreprise commune pour laquelle les donateurs sont prêts à se mobiliser tant il est vrai que les pays en voie de développement offrent des opportunités que les marchés sont prêts à intégrer.

Monsieur le Président,

J'ai dit que nous avons tous grandement besoin d'un accord. En effet, le danger qui nous guette est que nous perdions de vue les intérêts communs qui se trouvent investis dans l'OMC. Alors que l'interdépendance entre nos économies est en pleine expansion, que la pauvreté subsiste dans beaucoup trop de régions, que les chaînes de valeurs se trouvent de plus en plus structurées, allons-nous laisser cette réunion ministérielle se dissoudre sans relever le défi de s'octroyer les politiques et les règles de jeux adaptées ? Allons-nous donner le signal que le programme de négociation de Doha n'est plus à l'ordre du jour ? Comme la plupart des membres ici, nous pensons que ce serait une grave erreur et que nous en serions tous collectivement les véritables victimes. Une OMC efficace qui développe l'état de droit en matière commerciale est le meilleur rempart contre le protectionnisme et les particularismes égoïstes. La Belgique vote fermement en sa faveur et joint son appel à la toute grande majorité des membres ici présents afin que le paquet de Bali soit adopté ici et maintenant.

Je vous remercie.